



La Lettre hebdomadaire des Territoires

N° 18/18

12.10.2018 – 18.10.2018

Directeur de la Publication : Olivier-Julienne
Rédactrice : Natalie Herrouin

*Diffusion interne
Réservée aux membres*

Lettre des Territoires N° 18/18 12.10 – 18.10.2018

NUMÉRIQUE ET TERRITOIRES	4
Le mois européen de la cybersécurité	4
ARM et Intel s'entendent pour le bien de l'Internet des objets	4
• Chine - Internet dépasse la télévision	4
5G : pourquoi il faut se méfier (à tout prix) de l'effet Waouh	5
Evaluation de la couverture mobile en Haute-Loire : la preuve par des mesures	5
Fibre FTTH et xDSL: la norme sur les colonnes de communication est prête	6
Open data et collectivités : qui fait quoi, et comment ?	6
Régulation du numérique : Mahjoubi met entreprises et startups à contribution	6
5G, smart grid, câblage intelligent... débat ouvert au coeur des smart cities	7
• Île-de-France	7
À Garges-lès-Gonesse, les habitants votent pour les projets de leurs quartiers grâce aux affiches connectées	7
SANTÉ, SOCIAL ET TERRITOIRES	7
Lutte contre les déserts médicaux : une année-clé pour les centres de santé	7
Tous les territoires ne sont pas égaux dans l'accès aux médecins de ville	8
Santé, prévention, et emploi numérique : la Région Hauts-de-France et AXA s'associent pour des solutions concrètes	8
• Bourgogne-Franche-Comté - Retours positifs - projets de télémédecine déployés en Côte-d'Or	8
La Cour des comptes déplore une utilisation "insuffisante" des données de santé	9
GESTION, FINANCES ET TERRITOIRES	9
"L'Union risque de ne pas remplir ses objectifs", alertent plusieurs élus français du Comité européen des régions	9
Sénat : 43 propositions pour répondre au "malaise" des élus locaux	9
PLF 2019 : un texte de transition dans un contexte financier contraint	10
Contrats financiers : la Seine-Saint-Denis dépose le premier recours contre l'arrêté préfectoral	10
Remaniement : un nouveau ministère dédié aux collectivités	11
Les budgets primitifs des départements et des régions en 2018	11
Baromètre AATF - Les Français, les territoriaux et les services publics : une confiance fragile	11
ÉDUCATION ET TERRITOIRES	12
Numérique : Nouveau rapport, vieilles solutions	12
Numérique : Quand un rapport chasse l'autre...	12
"Robots, élèves, enseignants, quelle intelligence partagée ?" : échos des rencontres nationales à l'Ifé	13
Le gouvernement veut accélérer la mise en oeuvre de sa réforme de l'apprentissage	13
DOSSIER - PAROLE D'EXPERT	14
La grande mue digitale du secteur social	14
ÉNERGIES ET TERRITOIRES	14
La Commission européenne lance une nouvelle stratégie pour la bioéconomie	14
Etude : réduire la pollution de l'air en Europe permettrait d'économiser 183 milliards d'euros	15
• Bourgogne-Franche-Comté - Besançon nommée capitale de la biodiversité française	15
• Hauts-de-France - Le premier contrat de transition écologique signé avec la Cité urbaine d'Arras	16
TRANSPORTS ET TERRITOIRES	16
Développer un observatoire des mobilités émergentes en Europe	16
Quelles voies pour les nouvelles mobilités ?	16
Les Grands Causses sur tous les fronts pour faciliter la mobilité du quotidien	17
L'Hérault se fait pionnier dans le développement du covoiturage	17

Les bons comptes de la réforme du stationnement	17
VDL choisit la plateforme de connectivité Openmatics de ZF	18
AGENDA	18
[8–9 et 10.11.2018] Le SIIViM, Sommet International de l’Innovation en Villes Médiannes	18
La Mission Ecoter est co-organisateur	18
[13.11.2018] Couverture mobile, THD Radio : des moyens pour les collectivités d’améliorer la connectivité de leurs territoires	19
Formation de la Mission Ecoter – Forum des Territoires	19
[22.11.2018] Couverture mobile, THD Radio : des moyens pour les collectivités d’améliorer la connectivité de leurs territoires	19
Formation de la Mission Ecoter – Forum des Territoires	19
[05.12.2018] Les effets du Numérique sur l’économie dans les territoires	19
Formation de la Mission Ecoter – Forum des Territoires	19
[12.12.2018] Les bonnes questions à se poser sur la 5G	19
Colloque de la Mission Ecoter	19
[06.11.2018] Remise des trophées de la 9^{ème} édition des Prix Energies Citoyennes	20
La Mission Ecoter est partenaire aux côtés d’Engie et de l’AMF	20

NUMÉRIQUE ET TERRITOIRES

Le mois européen de la cybersécurité

Clusif.fr | 01.10.18



MOIS EUROPÉEN DE LA CYBERSÉCURITÉ

Du 1^{er} au 31 octobre 2018

#TousSecNum

Coordonné en France par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), le Mois européen de la cybersécurité, ou ECSM, est un événement européen de sensibilisation organisé chaque année en octobre avec le soutien de l'ENISA, l'agence européenne

chargée de la sécurité des réseaux et de l'information.

Pendant le mois d'octobre, des activités de sensibilisation seront organisées en France et en Europe autour des enjeux de la sécurité du numérique (menaces, bonnes pratiques, formation en SSI, etc.). Conférences, vidéos, campagnes de communication... de nombreux acteurs publics et associatifs se mobilisent en France pour proposer un programme de sensibilisation ambitieux et pédagogique à destination des professionnels, des particuliers et des étudiants.

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#)

ARM et Intel s'entendent pour le bien de l'Internet des objets

ZDNet.fr | 16.10.18

Les deux sociétés rivales sur le marché des semi-conducteurs ont décidé de s'associer pour faciliter l'utilisation des objets connectés par le développement de standards communs.

Face au potentiel immense que représente le marché de l'Internet des objets, ARM et Intel ont choisi de mettre de côté leur rivalité pour **créer une association inédite**. Les deux géants des semi-conducteurs ont scellé **une alliance qui les verra s'unir pour renforcer l'intégration et la sécurité des objets connectés**. En vertu de cet accord, ARM s'est engagé à **utiliser les normes développées par Intel pour la gestion des appareils, des connexions réseaux et des données**.

Les principaux fournisseurs de puces électroniques destinés à l'Internet des objets tels qu'Atmel, NXP et Renesas utilisent des licences ARM. Intel pour sa part détient les clés du traitement des big datas dans les centres de données dont les serveurs sont équipés de ses solutions matérielles et logicielles. "Cette collaboration stratégique entre deux grands écosystèmes vise à fournir à l'industrie une méthode d'approvisionnement plus souple qui peut être activée nativement dans les dispositifs", écrit Intel [dans son communiqué](#) (langue anglaise).

De son côté ARM prévoit que dans les 4 à 5 ans qui arrivent, **quelque 100 milliards d'objets connectés équipés de puces utilisant ses designs viendront grossir l'IoT**. (Eureka Presse)

[Sommaire](#)

• Chine

Internet dépasse la télévision

ZDNet.fr | 14.10.18

Appelez-le comme vous voulez, OTT, over-the-top, ou la télévision par contournement. Le petit écran a pris un bon coup de vieux ; jusqu'en Chine où le trafic OTT devrait bientôt doubler par rapport la TV.

La fin de la télévision telle qu'on la connaît semble être annoncée de plus en plus souvent. Les dernières prévisions de PwC en Chine montrent que **le déploiement du haut débit et**

l'arrivée prochaine de la 5G devraient accélérer l'écart qui se creuse entre la consommation via internet et la traditionnelle TV.

Les géants chinois du streaming y trouvent plus que leur compte. En plus du marché national, des séries chinoises comme Tencent, iQiyi et Youkuare **s'exportent désormais sur des plateformes étrangères**. Les analystes de PwC annoncent que **le marché OTT devrait progresser de 16,3% en Chine d'ici 2022. C'est-à-dire le double du taux de croissance du petit écran (7,9%)**. Avec 148 millions de foyers supplémentaires dotés du haut débit et 381 millions d'autres équipés d'une connexion haut débit mobile d'ici cinq ans, la télévision de contournement devrait facilement prendre le contrôle !

Bien que le nombre de séries diffusées sur le web en Chine ait diminué de 21,6% en un an, la consommation de ces contenus a augmenté de 56%. **Et si l'on compare cela à 2016, c'est une hausse de 300% que l'on constate !**

Le web-only a la cote

En Chine (comme ailleurs), les séries exclusivement diffusées sur la Toile sont de plus en plus nombreuses. Le web permet de réaliser ce qui aurait été impossible avec le cinéma. En effet, la vente de programmes à des plateformes comme Netflix permet d'atteindre un public mondial là où des films chinois ne sont jamais sortis.

Avec ce nouveau modèle, la télévision a de quoi se renouveler. Des programmes sont aujourd'hui diffusés en Asie du Sud-Est, en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe et aux États-Unis. **Et côté business, ces exportations ont rapporté plus de 400 millions de dollars en 2017 ! Un Exemple à suivre ?**

[Sommaire](#) 

5G : pourquoi il faut se méfier (à tout prix) de l'effet Waouh

[ZDNet.fr](#) | 12.10.18




La 5G oui, mais pas n'importe comment dit Ericsson France. Il ne faut surtout pas sur-promettre. Il faut d'abord trouver de nouveaux cas d'usage et atteindre un taux de couverture acceptable : il devra être d'au moins 40 % pour commencer à peser.

Tribune d'Auteuil - Ericsson France avait choisi rien moins que le Parc des Princes hier 11 octobre pour proposer à ses clients, prospects et à la presse **une journée de présentation sur les avancées de la mobilité 5G**. Franck Bouétard, p-dg d'Ericsson France, a tenu à jouer cartes sur table.

Pour le grand public, « il ne faut pas s'attendre à un effet 'waouh' » dit-il. **Cela dit, la 5G reste globalement prometteuse.**

Les Français attendent l'équivalent du Wifi...

Selon une étude de la société, **4 utilisateurs français sur 10 attendent de la 5G un confort au moins égal sinon supérieur à celui du Wifi**. Et 1 sur 4 attend une meilleure expérience et se dit prêt à investir dans un smartphone 5G en année 1. **La consommation de giga-octets par mois en 2023 pourrait se situer à 25 Go mais, avec la vidéo HD (4K) « immersive », pourrait atteindre les 150 Go**. Mais il est difficile de dire combien l'utilisateur sera prêt à payer...

> [Lire la suite](#)  et [5G en images](#) 

Evaluation de la couverture mobile en Haute-Loire : la preuve par des mesures

[Caissedesdepotsdesterritoires.fr](#) | 16.10.18

Onze communes de la communauté d'agglomération du Puy-en-Velay se sont associées pour réaliser des mesures de qualité de leur couverture mobile. Avec à la clef des chiffres précis transmis aux autorités chargées de définir les "sites prioritaires" que devront desservir les opérateurs d'ici 2022.

*"Sur notre territoire, certains artisans peuvent être tentés de déménager car ils perdent des clients : faute de réseau mobile sur leur lieu de travail, ils n'étaient jamais joignables. Et dans certains villages, c'est la double peine : ni connexion mobile, ni haut débit fixe", souligne Adrien Gouteyron, ancien vice-président du Sénat et maire de Rosières. **Aussi, quand le***

gouvernement a annoncé début 2018 vouloir en finir avec "le mobile qui ne passe pas", les élus du territoire du Puy-en-Velay ont-ils décidé de pousser le dossier, en l'étayant par des preuves incontestables.

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 

Fibre FTTH et xDSL: la norme sur les colonnes de communication est prête

[ZDNet.fr](#) | 11.10.18

Cette nouvelle norme définit précisément l'infrastructure câblage y compris l'installation, non seulement pour la fibre FTTH (Fibre to the home) mais également le xDSL et le câblage coaxial, dans les colonnes techniques des immeubles.

La norme française XP C 90486, qui porte sur les sur les colonnes de communication (communément appelées « colonnes montantes » ou « rampantes ») est prête pour parution à l'AFNOR. **La norme concerne les logements neufs résidentiels (individuels et collectifs) et SOHO.**

Cette nouvelle norme de l'Afnor, complétant celle de 2016, définit précisément l'infrastructure câblage y compris l'installation, non seulement pour la fibre FTTH (Fibre to the home) mais également le xDSL et le câblage coaxial, dans les colonnes techniques des immeubles. Elle fournit également un ensemble de recommandations pour les services 'tout optique' dans les immeubles collectifs.

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 


Open data et collectivités : qui fait quoi, et comment ?

[LaGazettedescommunes.com](#) | 12.10.18





L'obligation d'ouverture des données publiques, entrée en vigueur le 7 octobre, a moins mobilisé les collectivités que le RGPD, en mai dernier. Les premiers résultats de l'Observatoire Open data des territoires sont éclairants, et impitoyables : à peine 8% des collectivités ont publié au moins un jeu de données. Mais le nombre de collectivités a augmenté de 33% en un an. Qui fait quoi, et comment : revue des données.

43 collectivités territoriales ont ouvert au moins un jeu de données publiques au 8 octobre 2018, respectant en cela l'obligation légale, en vigueur depuis

le 7 octobre, d'open data par principe prévue par [la loi pour une République Numérique du 7 octobre 2016](#) .

4510 collectivités étant concernées par la loi, on est encore loin du compte : « **A ce rythme il nous faudrait 40 ans pour respecter la loi** », s'amuserait presque Jean-Marie Bourgogne, le délégué général d'Opendata France, l'association qui fédère les collectivités.

En réalité, [les résultats](#)  révélés par [le premier Observatoire Opendata des Territoires](#)  qu'a publié l'association le 10 octobre, **peuvent conduire à l'optimisme. Par exemple, la progression des collectivités pratiquant l'open data entre mars et octobre 2018 : + 33%.**

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 

Régulation du numérique : Mahjoubi met entreprises et startups à contribution

[LaTribune.fr](#) | 12.10.18

Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat au numérique, a réuni ce vendredi 12 octobre, entreprises, startups et associations dans le cadre des Etats généraux des nouvelles régulations numériques, lancés en juillet. Le but : définir une "position française" pour peser dans les réformes à venir au niveau européen.

Abus de position dominante des GAFAs, accusations de salariat déguisé pour les plateformes de l'économie collaborative comme Uber ou Deliveroo, prolifération des contenus illicites sur Internet... **Autant de problématiques émergées au cours de la décennie passée, et restées le plus souvent dans un flou juridique.** [Pour définir une "position française" sur ces sujets, Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat au numérique](#) a lancé fin juillet les Etats généraux des nouvelles régulations numériques. **L'objectif : récolter les propositions des administrations, des régulateurs et des plateformes pour fédérer d'autres Etats européens et établir une feuille de route pour la prochaine mandature européenne** issue des élections de 2019.

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#)

5G, smart grid, câblage intelligent... débat ouvert au coeur des smart cities

ZDNet.fr | 11.10.18

Les villes intelligentes seront connectées, en filaire ou en sans fil. Reste de nombreuses questions techniques à résoudre. C'était l'un des objets de la 2ème édition des journées 'Making Smart Cities Sustainable' qui se tenaient jusqu'à hier à Bordeaux.

« La 5G sera un pré-requis pour la collecte des données générées par tous les 'devices' connectés et l'IoT. Les cas d'usage vont tirer parti d'une très faible latence (annoncée à moins de 1 ms, donc applicable aux véhicules autonomes), d'une haute résilience, d'un haut niveau de sécurité et d'une large 'scalabilité' » La promesse de la 5G est belle pour Eric Stern, expert IT & télécom.

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#)



CONSEIL CONSULTATIF DE QUARTIER

• Île-de-France

À Garges-lès-Gonesse, les habitants votent pour les projets de leurs quartiers grâce aux affiches connectées

Villesinternet.net | 04.10.18

Depuis un an et demi, Garges-lès-Gonesse a mené quatre consultations auprès de ses habitants par le biais des affiches connectées de

Questions Publiques. Complément idéal aux autres outils consultatifs utilisés par la ville, ce dispositif digital a été rapidement adopté par les Gargeois pour faire avancer les projets de leurs quartiers.

Garges-lès-Gonesse à travers son Maire, Maurice Lefèvre, consulte ses 42 000 habitants depuis une trentaine d'années sur de nombreux projets dans la ville. Dès 1998, la municipalité a lancé les conseils consultatifs de quartiers. **Depuis, les dispositifs de démocratie de proximité se sont multipliés.** Ainsi, rendez-vous individuels en mairie, réunions publiques ou courriers consultatifs du Maire avec coupon-réponse donnent régulièrement la parole aux Gargeois.

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#)

SANTÉ, SOCIAL ET TERRITOIRES


Lutte contre les déserts médicaux : une année-clé pour les centres de santé

LaGazettedescommunes.com | 15.10.18

Les centres de santé continuent leur dynamique de développement largement portée par les collectivités locales. Mais ils se sentent à la croisée des chemins après l'annonce du Plan « Ma santé 2022 ».

La ministre des Solidarités et de la Santé a dit lors de leur congrès national voir en eux « *un modèle d'organisation coordonnée* » à soutenir et promouvoir.

Après un congrès 2017 « En finir avec les déserts médicaux », **les centres de santé plaident en 2018 pour « un service public de santé de proximité »** : organisé par l'Union syndicale des médecins des centres de santé (USMCS), le 58e congrès national des centres de santé s'est tenu sur ce thème à Paris les 11 et 12 octobre.

> [Lire la suite](#) 

Tous les territoires ne sont pas égaux dans l'accès aux médecins de ville


Caissedesdepotsdesterritoires.fr | 11.10.18



On connaissait déjà les études sur les temps de trajet par rapport aux services hospitaliers (voir notre article ci-dessous du 25 février 2011).

Mais la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) des ministères sociaux apporte, **pour la première fois, une nouvelle information sur la réalité de l'accès aux soins de ville dans les territoires**, avec une étude consacrée

aux délais d'accès aux médecins libéraux, qu'ils soient généralistes ou spécialistes.

[Cette enquête](#) , réalisée auprès d'un échantillon de 40.000 personnes, **révèle des résultats finalement moins mauvais qu'on pouvait le craindre**, même si les écarts sont importants entre territoires et entre spécialités médicales.


> [Lire la suite](#) 

Santé, prévention, et emploi numérique : la Région Hauts-de-France et AXA s'associent pour des solutions concrètes

Mediazone.axa | 02.10.18

Xavier Bertrand, Président de la Région Hauts-de-France, Thomas Buberl, Directeur général du Groupe AXA et Jacques de Peretti, Président-directeur général d'AXA France, signent aujourd'hui un partenariat afin de proposer des solutions nouvelles, utiles et concrètes pour les habitants et les entreprises : le développement de la télémédecine, la santé et le bien-être des TPE/PME, les emplois numériques et la cybersécurité des entreprises constituent les 4 volets de ce partenariat.

La Région Hauts-de-France et AXA unissent leurs expertises **pour coconstruire un partenariat pilote autour d'objectifs communs** : améliorer l'accès aux soins des habitants grâce à une solution expérimentale de téléconsultation médicale, diffuser une culture de prévention santé auprès des habitants, développer l'emploi par la formation et sensibiliser les chefs d'entreprise aux cyber-risques et les accompagner dans leur stratégie digitale. Dans une approche « proof of concept » de solutions locales, ce partenariat a vocation à inciter les acteurs publics et privés de la région, mobilisés sur le projet, à unir leurs forces pour contribuer au mieux-vivre des habitants des Hauts-de-France.

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 

• Bourgogne-Franche-Comté

Retours positifs sur les projets de télémédecine déployés en Côte-d'Or

Ticsante.com | 15.10.18

L'agence régionale de santé (ARS) Bourgogne-Franche-Comté a lancé sept projets de télémédecine dans une soixantaine de structures depuis 2017, en s'appuyant sur les groupements de coopération sanitaire (GCS) E-santé Bourgogne et Emosist.

En Côte-d'Or, **quatre sites ont bénéficié de ces expérimentations** : des cabinets libéraux de Somberton et Beaune, appuyés par des spécialistes situés au CHU de Dijon et au centre

hospitalier (CH) de Beaune pour la cardiologie, un cabinet libéral de Beaune et la maison de santé de Brazey-en-Plaine, avec cette fois l'appui du centre de lutte contre le cancer (CLCC) Georges-François-Leclerc (Dijon), pour la dermatologie.

Les premiers retours d'expérience font état d'une amélioration des délais de prise en charge, d'une réduction des inégalités de prise en charge, ou encore d'une limitation des déplacements et non-déplacements de population fragile du côté des patients.

Les professionnels de santé ont fait part de leur satisfaction sur la sécurisation des échanges et des pratiques, ou sur la juste rémunération de ces prises en charge.

[Sommaire](#) 

La Cour des comptes déplore une utilisation "insuffisante" des données de santé

[Ticsante.com](#) | 08.10.18

La Cour des comptes a déploré que "toutes les opportunités liées à la numérisation de la santé n'aient pas été encore été saisies" et encouragé l'utilisation des données électroniques pour "mieux mesurer la qualité des soins", dans son rapport annuel sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale, rendu public le 3 octobre.

Si les magistrats de la Cour des comptes ont concédé que "la France a su rassembler des données massives de santé", **ils ont néanmoins regretté que "leur exploitation reste encore insuffisante" et ils ont estimé qu'il "en va de même" s'agissant du développement des moyens électroniques de coordination des soins.**

> [Lire la suite](#) 



[Sommaire](#) 


GESTION, FINANCES ET TERRITOIRES

"L'Union risque de ne pas remplir ses objectifs", alertent plusieurs élus français du Comité européen des régions

[Caissedesdepotsdesterritoires.fr](#) | 11.10.18

Le Comité européen des régions (CdR) a adopté sa position les 9 et 10 octobre 2018 concernant le prochain budget de l'Union européenne (UE) 2021-2027. Il exprime inquiétudes concernant les propositions de coupes d'environ 10% dans la politique de cohésion et de 28% dans le développement rural, de la Commission européenne.

Il attire également l'attention sur différents programmes et des fonds sectoriels majeurs, [Interreg](#) , [Feamp](#) , protection de l'environnement, défense des droits et valeurs, dont il estime que les dotations financières sont insuffisantes.

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 

Sénat : 43 propositions pour répondre au "malaise" des élus locaux

[Caissedesdepotsdesterritoires.fr](#) | 12.10.18

Face aux "désaffections" qui touchent les mandats locaux, le Sénat vient de formuler des solutions tous azimuts. La chambre représentant les collectivités territoriales entend travailler à leur mise en œuvre en concertation avec le gouvernement. Le sujet pourrait être inscrit au programme des travaux de la Conférence nationale des territoires.

45% des 17.500 élus locaux interrogés en début d'année dans le cadre d'une grande consultation menée par le Sénat affirment qu'ils quitteront la politique à l'issue de leur mandat. Ceux des communes de moins de 1.000 habitants sont même 48% à envisager cette option. **Plus que tous les autres, les élus des petites communes se disent "décus" (52%).** Pour la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, qui vient de publier une somme de six rapports sur "l'exercice des mandats locaux" (en téléchargement ci-dessous), ces résultats sont révélateurs d'une "crise des vocations" parmi

les élus locaux. Une "désaffection" qui malheureusement "s'accélère", a observé jeudi Jean-Marie Bockel, le président de la délégation. **Depuis 2014, les maires qui remettent leur démission sont plus nombreux**, a-t-il soutenu lors d'une conférence de presse. "Nous ne l'avons pas inventé, c'est une réalité", a-t-il insisté.

Les départs ne sont pas liés au fait que "certains auraient accédé au Parlement", a estimé le président du Sénat lors de la conférence de presse. Gérard Larcher était le mois dernier en déplacement en Haute-Garonne, le département qui, de tous, "a eu le plus de démissions". Dans les grandes intercommunalités qui ont vu le jour début 2017 - telle la communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges qui réunit 104 communes - les conseillers municipaux ne siégeant pas au conseil communautaire éprouvent le sentiment de "ne plus exister" et de "ne plus servir à rien", a-t-il relaté.

> [Lire la suite](#) 



[Sommaire](#) 


PLF 2019 : un texte de transition dans un contexte financier contraint

LaGazettedescommunes.com | 12.10.18



Un projet de loi de finances 2019 de continuité ou de transition, mais qui s'inscrit dans un contexte financier contraint pour les collectivités territoriales. A l'occasion de la traditionnelle Rencontre d'actualité du Club Finances, jeudi 11 octobre, intervenants et participants ont échangé sur leurs inquiétudes, revendications, et autres retours d'expérience.

Si le projet de loi de finances pour 2019 ne comporte pas de bouleversement majeur pour les collectivités territoriales , **leur environnement financier reste contraint, borné par les obligations de restriction des dépenses de fonctionnement**  et les incitations à maintenir leur niveau d'investissements. Le tout sur fond d'incertitudes liées à la future réforme de la fiscalité locale, au sujet de laquelle nombre de questions restent en suspens.


Sur ce dernier point, « *le travail se poursuit au sein du gouvernement, et au sein de la Conférence nationale des territoires* », a fait valoir Arnaud Menguy, sous-directeur des finances locales et de l'action économique à la DGCL, lors de la Rencontre d'actualité du Club Finances consacrée au PLF 2019, jeudi 11 octobre à Paris. « **La réforme de la taxe d'habitation est prévue dans la LFI 2018, et elle n'aura pas plus d'incidences pour les budgets des collectivités en 2019 qu'en 2018** », a-t-il promis, après avoir détaillé aux participants les mesures du PLF ayant un impact sur les finances locales .


> [Lire la suite](#) 

Contrats financiers : la Seine-Saint-Denis dépose le premier recours contre l'arrêté préfectoral

LaGazettedescommunes.com | 11.10.18

Le département de Seine-Saint-Denis dépose un recours contre l'arrêté préfectoral limitant ses dépenses de fonctionnement, dans le but d'obtenir son annulation. D'autres collectivités pourraient en faire autant.

La Seine-Saint-Denis ne se laissera pas contraindre sans réagir ! Contestant, sur le fond comme sur la forme, l'augmentation des dépenses limitée à 1,2%, **le conseil départemental déposera ce vendredi 12 octobre un recours contre l'arrêté préfectoral**. Non seulement, Stéphane Troussel, son président (PS), continue de dénoncer le dispositif « absurde et scandaleux » de la contractualisation  qu'il assimile à « **un retour à la mise sous tutelle des collectivités, alors que l'État n'a toujours réglé le financement des allocations de solidarité** », mais, en outre, il s'élève contre « **l'absence de prise en compte des caractéristiques de la collectivité** ».

« J'avais à peine refusé de signer  que le préfet me notifiait un taux de limitation des dépenses de 1,2% entre 2018 et 2019. Nous avons deux mois pour contester la notification,

et nous le faisons donc avec un référé-suspension et un recours pour excès de pouvoir », poursuit le président de la Seine-Saint-Denis qui espère voir annulé le taux imposé.

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 

Remaniement : un nouveau ministère dédié aux collectivités

[Maire-info.com](#) | 16.10.18



C'est par un simple communiqué de presse, contrairement à la tradition, que l'Élysée vient d'annoncer le remaniement provoqué par la démission de Gérard Collomb. Principale information concernant les collectivités : elles héritent d'un nouveau ministère de plein exercice, qui sera tenu par Jacqueline Gourault. C'est Christophe Castaner qui va s'installer place Beauvau. Première Quatre ministres ou secrétaires d'État sortent du gouvernement : Jacques Mézard (Cohésion des territoires), Françoise Nyssen

(Culture), Stéphane Travert (Agriculture) et Delphine Gény-Stephann (auprès du ministre de l'Économie).

Le nouveau ministère dédié aux collectivités

Jacqueline Gourault, 67 ans, membre du MoDem, jusqu'à présent ministre auprès du ministre de l'Intérieur, **devient ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. C'est une incontestable experte de la question des collectivités** : Jacqueline Gourault a été maire pendant 25 ans de la Chaussée-Saint-Victor (Loir-et-Cher) et présidente de la communauté d'agglomération de Blois. Elle a également été vice-présidente du Sénat et présidente de la délégation aux collectivités territoriales du Sénat. **La ministre a été longtemps une des responsables de l'AMF**, dont elle a présidé la commission intercommunalité pendant de nombreuses années.

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 

Les budgets primitifs des départements et des régions en 2018

[Collectivites-locales.fr](#) | 08.10.18

Le service statistique de la direction générale des collectivités locales (DGCL) met en ligne les principales statistiques budgétaires et financières 2018 des départements et des régions.

Ces tableaux statistiques exploitent les budgets primitifs votés en fin d'année 2017 ou début d'année 2018 par les différentes collectivités et présentent, pour chaque département et chaque région, les principaux éléments de leur budget de 2018 : recettes et dépenses par nature, éléments d'endettement, dépenses ventilées par fonction, et les principaux ratios financiers. **Ces statistiques portent sur des résultats prévisionnels, et seront actualisées l'année prochaine par les données définitives tirées des comptes de gestion 2018.**

Ces tableaux sont consultables ici :

. [Pour les départements](#) 

. [Pour les régions](#) 

[Sommaire](#) 

Baromètre AATF - Les Français, les territoriaux et les services publics : une confiance fragile

[Caissedesdepotsdesterritoires.fr](#) | 11.10.18

Sonder la vision que porte le grand public sur les services publics locaux et donc sur la gestion des collectivités... et croiser cette vision avec celle que les fonctionnaires territoriaux ont de leur propre action.

[Telle est l'ambition du "baromètre" de l'action publique locale](#) dont la deuxième édition a été rendue publique ce 11 octobre par l'Association des administrateurs territoriaux de France (AATF).

De ce double sondage réalisé par l'Ipsos, l'AATF tire divers constats : un décalage entre les réponses obtenues et celles que l'on aurait communément pu attendre, des Français demandeurs de "plus d'action publique", une confiance intacte à l'égard des services locaux, une moindre confiance en l'avenir du côté des fonctionnaires, des marges de manœuvre réduites pour les collectivités... **Tout ceci, à désormais dix-huit mois des prochaines élections municipales et dans un contexte quelque peu mouvant tant sur le terrain des relations État-collectivités locales que sur celui des réformes liées à la fonction publique.**

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#) 



ÉDUCATION ET TERRITOIRES

[Cafepedagogique.net](#) | 11.10.18

Numérique : Nouveau rapport, vieilles solutions

"Le temps des atermoiements et du bricolage en matière de numérique éducatif est révolu : il revient désormais à l'État stratège d'adopter l'approche systémique d'une Éducation nationale plus agile et plus différenciée". Bruno Studer, président de la Commission de la culture et de l'éducation de l'Assemblée nationale, a remis le 10 octobre un nouveau rapport sur "l'école dans la société du numérique".

C'est le second rapport de l'année, la même commission, mais côté Sénat, ayant publié fin juin un autre rapport. Entre les deux beaucoup de points communs : **accentuer l'éducation aux médias et à l'information (EMI) pour lutter contre les fake news, créer un capes d'informatique, relancer un énième plan numérique auxquels s'ajoute la (re-re) création d'une plateforme unique de ressources numériques éducatives.** Alors que le numérique est l'aventure culturelle de ce début de siècle, ces rapports courent après les pratiques culturelles des Français pour les encadrer et les juguler.

L'EMI une "discipline"

25 propositions ont été retenues par la Commission de la culture et de l'éducation de l'Assemblée nationale. Présentées par Bruno Studer le 10 octobre, elles s'ordonnent autour de **4 axes : renforcer l'EMI, apprendre le codage, relancer l'équipement et former les enseignants.**

*"Dans le contexte actuel de transformation des médias et des pratiques d'information, il apparaît essentiel de **renforcer la part de l'éducation aux médias et à l'information dans les programmes scolaires**", estime le rapport Studer. Le rapporteur demande que **des horaires dédiés soient réservés pendant au moins une année au collège et une année au lycée**, en y consacrant par exemple les horaires de l'éducation morale et civique pendant une année au collège et une partie de deux des humanités scientifiques et numériques pendant une année au lycée.*

> [Lire la suite](#)

Numérique : Quand un rapport chasse l'autre...

[Cafepedagogique.net](#) | 12.10.18

Après une première présentation faite hier dans le Café Pédagogique, nous revenons dans ce texte sur l'analyse de quelques points de ce rapport qui, en lien avec celui du sénat, mettent en lumière les interrogations actuelles du monde politique à l'égard du numérique.

L'impression générale qui émane de ces propos est celle d'une insaisissable question : comment piloter l'école alors qu'une mutation culturelle majeure est en train de se produire (et

c'est loin d'être terminé, bien sûr) ? L'école est-elle encore le lieu de la construction culturelle émancipatrice du citoyen ou doit-elle être celle de la mise en place d'une sorte de "sur-moi" numérique dans la tête de chacun de nos enfants ? Pour le dire autrement, comment contrôler cette évolution culturelle ?

Des préconisations opérationnelles

Bruno Studer, député, présente le rapport de la "[Mission d'information sur l'école dans la société du numérique](#)" en ce mois d'octobre 2018, à la suite de Mme Catherine Morin-Desailly, sénatrice, en juin 2018, qui avait-elle publié "[le rapport d'information fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication sur la formation à l'heure du numérique](#)". Nous disposons ainsi de trois documents sur le numérique à l'école si on ajoute à ces deux rapports, [le propos du ministre](#) lors de Ludovia au mois d'août et publié ensuite sur le site Internet. Un rapport, pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, ne pose les fondations d'une action ministérielle effective. C'est pourquoi nos propos ne peuvent être perçus autrement que comme une incitation à une réflexion critique s'appuyant sur une lecture du rapport Studer et sur sa mise en perspective avec les deux autres documents. Nous pourrions ensuite examiner sur le terrain l'effectivité de ces actions à l'instar des autres rapports qui ne manqueront pas d'émaner des structures en charge de l'évaluation que ce soit dans une dimension scolaire (IGEN, IGAEN, DEPP) ou dans une dimension économique (CDC).

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#)

"Robots, élèves, enseignants, quelle intelligence partagée ?" : échos des rencontres nationales à l'Ifé

[Aef.info](#) | 12.10.18

Il faudrait "faire réfléchir les futurs enseignants sur les usages des robots, dans les Espé par exemple", propose Christine Develotte, enseignante-chercheuse à l'ENS de Lyon, lors des rencontres de la robotique éducative, les 2 et 3 octobre 2018.

Cette 3e édition était intitulée "**Robots, élèves, enseignants, quelle intelligence partagée ?**". L'utilisation des robots "*permet un apprentissage avec des objets tangibles et par projets*", souligne Thibault Desprez de l'Inria. Les participants aux rencontres ont notamment évoqué le [projet Poppy](#), une plateforme opensource pour les enseignants.

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#)



Le gouvernement veut accélérer la mise en œuvre de sa réforme de l'apprentissage

[Caissedesdepotsdesterritoires.fr](#) | 15.10.18

Dès le 1^{er} avril 2019, l'ensemble des coûts de formation pour chaque diplôme préparé par l'apprentissage ("coûts-contrats") seront connus, indique le ministère du Travail qui souhaite accélérer le calendrier de sa réforme contenue dans la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Sur la formation, les mesures seront aussi vite mises en œuvre, sauf l'application sur le compte personnel de formation qui se fera attendre jusqu'à l'automne 2019.

Le gouvernement souhaite accélérer la mise en œuvre de la réforme de l'apprentissage contenue [dans la loi du 5 septembre 2018](#) pour la liberté de choisir son avenir professionnel, alors que cette catégorie de formation connaît un regain d'intérêt. "*Nous avons calé notre calendrier en fonction des contraintes des acteurs et notamment des centres de formation d'apprentis (CFA)*", a ainsi signalé le ministère du Travail le 11 octobre lors d'un point sur la mise en place de la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle.

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#)



DOSSIER PAROLE D'EXPERT

La grande mue digitale du secteur social

[Atos.net](#) + Benoît Valencia Directeur commercial marché Social, Atos | 06.09.18

En dépit de la diversité de leurs statuts et de leurs missions, les organismes publics et parapublics du secteur social connaissent des problématiques similaires du point de vue de l'évolution de leur système d'information. Pour réussir leur transformation vers le digital, dimensions culturelles et technologiques doivent aller de pair.

Le secteur social public et parapublic, qui englobe le périmètre de la Sécurité sociale, les caisses de retraite complémentaire et les acteurs de l'emploi et de la formation, aborde **une ère de profonde transformation de ses systèmes d'information**. Tous les organismes doivent s'adapter aux exigences conjuguées de quatre facteurs majeurs. Le premier, ce sont bien sûr les grandes réformes en cours de l'organisation du système de protection sociale français. **L'intégration du RSI et l'adossement de régimes spéciaux au régime général ont ainsi des répercussions significatives tant sur les systèmes de gestion que sur les services proposés aux usagers.** Deuxième facteur de transformation, **l'évolution des attentes du public qui réclame davantage d'information en temps réel, et une qualité d'expérience comparable à celle des sites commerciaux.** Troisième facteur à considérer, **les contraintes budgétaires, qui poussent à rechercher de nouvelles solutions d'efficacité et d'optimisation**, comme l'automatisation des processus par exemple. Enfin, quatrième facteur de transformation, **le basculement rapide vers une nouvelle génération de technologies, ce qui nécessite de se doter de méthodes, d'outils et de compétences adéquats.**

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#)

ÉNERGIES ET TERRITOIRES

La Commission européenne lance une nouvelle stratégie pour la bioéconomie

Caissedesdepotsdesterritoires.fr | 12.10.18

La Commission européenne a présenté, le 11 octobre, sa nouvelle stratégie pour une "bioéconomie durable et circulaire". Ce plan d'action en 14 mesures est destiné à promouvoir un secteur "susceptible de créer un million de nouveaux emplois verts d'ici à 2030", indique Bruxelles. Il vient actualiser la précédente stratégie européenne datant de 2012.

Présentée par Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne chargé de l'Emploi et de l'Investissement, et Carlos Moedas, le commissaire à la Recherche et l'Innovation, [cette nouvelle stratégie](#) (langue anglaise) avait été annoncée par Jean-Claude Juncker dans une lettre d'intention accompagnant son dernier discours sur l'état de l'Union, le 12 septembre 2018. **"Dans un monde où les ressources biologiques et les écosystèmes sont limités, des efforts d'innovation sont indispensables pour nourrir les populations et leur fournir de l'eau potable et de l'énergie"**, souligne la Commission, dans un communiqué du 11 octobre. **La bioéconomie peut "produire du combustible à partir d'algues, recycler les plastiques, transformer des déchets en mobilier ou en vêtements neufs ou élaborer des engrais biologiques à partir de sous-produits industriels"**, prend-elle pour exemple.

> [Lire la suite](#) 


[Sommaire](#) 

Etude : réduire la pollution de l'air en Europe permettrait d'économiser 183 milliards d'euros

environnement-magazine.fr | 12.10.18



Le 9 octobre dernier, InnoEnergy et Deloitte ont publié leur rapport « Clean air challenge », identifiant des solutions pour lutter contre la crise économique et sanitaire.

« **Les citoyens européens pourraient économiser 183 milliards d'euros au cours des sept prochaines années grâce à des technologies innovantes de lutte contre la pollution atmosphérique** », révèle [le rapport « Clean air challenge » publié par InnoEnergy et Deloitte](#) . **Ce rapport analyse la qualité de l'air en Europe et propose des « solutions concrètes et innovantes dans les domaines du chauffage et des transports visant à protéger les citoyens de la pollution et à réduire son impact sur leur santé ».**

Ce rapport souligne que **les jeunes sont les plus touchés par la pollution, quelle que soit la région européenne dans laquelle ils vivent**. Chez les enfants de moins de cinq ans, « une hausse de 100 PM (particules en suspension) entraîne ainsi une réduction de l'espérance de vie moyenne de 2 à 3 ans », peut-on lire. Irena Pichola, associée et responsable du consulting sur la durabilité en Europe centrale chez Deloitte souligne qu'il « ne faut pas oublier que l'impact de la mauvaise qualité de l'air diffère d'une population à une autre ». Elle explique « qu'il y a, par exemple, d'importantes variations régionales dans les causes et les effets du smog. Dans les pays d'Europe occidentale, il est essentiellement lié aux transports, tandis que le chauffage est la principale cause de pollution en Europe de l'Est ». **Les solutions exposées concernent en majorité le développement des transports propres et des carburants sans émissions.**

« La Commission européenne estimait récemment qu'un décès prématuré sur dix dans le monde pouvait être lié au "smog" et qu'il coûterait à l'UE pas moins de 475 milliards d'euros entre 2018 et 2025, soit 2,9% de son PIB annuel moyen », rappelle InnoEnergy.


[Sommaire](#) 

• Bourgogne-Franche-Comté

Besançon nommée capitale de la biodiversité française

environnement-magazine.fr | 11.10.18

Mercredi 10 octobre, la ville de Besançon (Doubs) a été nommée « capitale française de la biodiversité 2018 » par l'Agence française de la biodiversité. Le thème de l'année était « Conception et gestion écologique des espaces de nature ». Six autres collectivités ont été récompensées.

Besançon, préfecture du Doubs, a été nommée « [Capitale française de la biodiversité 2018](#)  » par l'AFB, la direction régionale Ile-de-France de l'AFB et Plante&Cité. Ce concours, lancé en mars dernier pour sa huitième édition, **récompensait les collectivités locales les plus engagées et efficaces dans la « conception et la gestion écologique des espaces de nature ».**

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 



des mobilités propres.

• Hauts-de-France

Le premier contrat de transition écologique signé avec la communauté urbaine d'Arras

Caissedesdepotsdesterritoires.fr | 12.10.18

Le contrat de transition écologique signé par la communauté urbaine d'Arras avec l'État ce 11 octobre va mobiliser 48 millions d'euros sur quatre ans pour réaliser 40 actions, notamment dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et

La communauté urbaine d'Arras a été la première collectivité en France à signer ce 11 octobre son contrat de transition écologique (CTE) avec l'État. Les autres signataires du dispositif sont la **région Hauts-de-France**, l'Ademe et la **Caisse des Dépôts**. **Le contrat prévoit la mobilisation de 48 millions d'euros pour 40 actions concrètes sur 4 ans.** A l'échelle du territoire, ses objectifs sont de **réaliser 42 GWh/an d'économie d'énergie, 47 GW/h d'auto-production énergétique supplémentaire par an, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre annuelles de 30.000 tonnes équivalent CO2 et de créer plus de 130 "emplois verts".**

> [Lire la suite](#)

[Sommaire](#)



TRANSPORTS ET TERRITOIRES

Groupechronos.org | 29.08.18

Développer un observatoire des mobilités émergentes en Europe

L'Observatoire des mobilités émergentes a été conçu pour mesurer et suivre dans le temps l'engagement des individus dans des pratiques de mobilité émergentes, objectiver leurs attitudes et comprendre les déterminants à l'origine de leurs comportements.

Partages automobiles (covoiturage, autopartage, VTC, location P2P), modes actifs & glisses urbaines, intermodalité et démobilité ... Comment se restructurent les comportements de mobilité des individus ? Comment utilisent-ils les outils numériques pour planifier, mettre à jour, décaler voire annuler une partie de leurs déplacements ? Quelle est leur appétence à l'égard de services en émergence (packs de mobilités intégrés, offres associées au logement, au travail, etc.) ? Comment envisagent-ils l'arrivée du véhicule autonome ?

[Cette 3ème vague de l'Observatoire](#) **permettra de suivre les pratiques cartographiées depuis 2014, d'identifier les stratégies d'arbitrages entre les différentes offres et de révéler le potentiel de nouveaux services à développer.**


> [Lire la suite](#)

Quelles voies pour les nouvelles mobilités ?

Caissedesdepotsdesterritoires.fr | 11.10.18

La délégation à la prospective du Sénat a organisé ce 10 octobre un colloque sur la place du vélo et des nouveaux engins de déplacement personnel (EDP) dans les mobilités urbaines. Alors que les trottinettes électriques, gyropodes et autres monoroues sont de plus en plus présents dans les déplacements urbains, plusieurs intervenants ont plaidé pour que la future

loi d'orientation des mobilités comble le vide juridique actuel concernant leur usage dans l'espace public.

En prélude à un rapport de la délégation sénatoriale à la prospective sur les mobilités du futur, qui doit être présenté le 8 novembre, [un colloque s'est tenu ce 10 octobre au palais du Luxembourg sur la place du vélo et des nouveaux engins de déplacement personnel \(EDP\) dans les mobilités urbaines](#) .



Si le premier commence à être bien ancré dans les pratiques et de plus en plus pris en compte dans les politiques de mobilité des collectivités territoriales, **les EDP ou nouveaux véhicules électriques individuels (NVEI)** selon les appellations - trottinettes électriques, hoverboards, gyropodes, gyroroues... - **qui se multiplient en ville posent des conflits d'usage et des problèmes de sécurité alors même qu'aucune réglementation adaptée n'existe pour le moment**, ont rappelé les intervenants.

> [Lire la suite](#) 

Les Grands Causses sur tous les fronts pour faciliter la mobilité du quotidien

[Caissedesdepotsdesterritoires.fr](#) | 12.10.18

Même s'il n'a pas le statut officiel d'autorité organisatrice des transports, le parc naturel régional (PNR) des Grands Causses - qui couvre un tiers du département de l'Aveyron -, développe comme une suite logique à son plan Climat lancé en 2009 des initiatives en faveur des mobilités alternatives : auto-stop et covoiturage, vélos et véhicules électriques, autopartage.

Les élus du PNR des Grands Causses ont voulu faire un état des lieux au plus près des réalités de ce vaste territoire qui, sur 325.000 hectares, rassemble 93 communes et 70.000 habitants. En 2013, le diagnostic réalisé avec l'appui de l'université de Clermont-Ferrand, du [Cerema](#)  et du [Commissariat général à l'égalité des territoires](#)  a confirmé l'augmentation inquiétante de la précarité énergétique des ménages.

> [Lire la suite](#) 

L'Hérault se fait pionnier dans le développement du covoiturage

[Smartcitymag.fr](#) | 09.18



Le département de l'Hérault vient de signer un partenariat de trois ans avec la société Rezo Pouce, qui propose un système de covoiturage gratuit.

C'est la première fois qu'un département français a l'initiative de « **réhabiliter l'autostop pour de courtes distances** » indique Alain Jean, fondateur de Rezo Pouce. **L'Hérault a affecté 20 000 euros au projet pour l'année 2018, qui serviront de support aux frais d'entrée des intercommunalités.** Les deux années suivantes seront dédiées à l'animation, c'est-à-dire à faire connaître le système, car « **il faut un maximum d'usagers pour couvrir tous les besoins en mobilité** » explique Philippe Pourcel, directeur des pôles techniques et de l'innovation du département. **Cela passe par l'installation de panneaux d'arrêts, le recrutement d'intercommunalités adhérentes et l'aide au lancement au sein des dites intercommunalités.**

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 

Les bons comptes de la réforme du stationnement

[LaGazettedescommunes.com](#) | 12.10.18

Neuf mois après son lancement, la décentralisation du stationnement est bien installée dans une majorité de communes. Des grandes villes enregistrent des recettes en hausse, une meilleure rotation des véhicules et un report vers d'autres modes de transport.

Après des débuts laborieux et quelques couacs, la réforme du stationnement est installée dans la plupart des communes qui proposent des places payantes. Un récent recensement du Groupement des autorités responsables de transport (Gart) fait état d'**au moins 551 villes qui ont délibéré pour fixer un montant de forfait de post-stationnement (FPS)**, qui remplace, depuis le 1^{er} janvier, l'amende pénale au tarif national unique de 17 euros.

> [Lire la suite](#) 

[Sommaire](#) 

VDL choisit la plateforme de connectivité Openmatics de ZF

Busetcar.com | 12.10.18

300 bus électriques VDL seront équipés de la plateforme Openmatics d'ici la fin 2018.

Services connectés. VDL Bus & Coach, le constructeur néerlandais de bus et d'autocars, a choisi la plateforme Openmatics de ZF pour équiper ses véhicules. **Cette plateforme ouverte, qui comprend des fonctionnalités API (interface de programmation applicative) et un kit de développement logiciel (SDK), procure au constructeur une vue d'ensemble de l'efficacité opérationnelle de tous ses véhicules.** Elle permettra en outre à VDL d'offrir prochainement tout **un éventail de « services connectés » à ses clients.**

Maîtrise du TCO. Indépendamment du type de véhicule, Openmatics fournit un suivi détaillé de l'efficacité opérationnelle, et améliore donc la maîtrise du coût total de possession (TCO) du véhicule. L'application Business Intelligence d'Openmatics, adaptée aux exigences des bus électriques, permet de **générer des rapports automatiques sur des paramètres tels que la gestion détaillée de la batterie, la consommation d'énergie, l'autonomie et les diagnostics véhicules.** Openmatics propose des fonctions similaires pour les bus et autocars VDL roulant au diesel. Fin 2018, plus de 300 bus électriques VDL seront équipés de la solution Openmatics.

[Sommaire](#) 

AGENDA

[8–9 et 10.11.2018] Le SIIViM, Sommet International de l'Innovation en Villes Médianes

La Mission Ecoter est co-organisateur

Date : 8, 9 et 10 novembre 2018

Lieu : Maison des Sports - 4 boulevard Pierre de Coubertin - 58000 Nevers

Programme & Inscriptions : www.siivim.fr

Événement, placé sous le haut patronage d'Emmanuel MACRON, Président de la République française, est soutenu entre autres par la **Caisse des Dépôts et Consignations**, Villes de France, ADULLACT, **MISSION ECOTER**, IVEO Québec, le Technion ou encore les Vitrites de France pour le commerce.

La Mission ECOTER organise une table ronde le vendredi 9 novembre 2018 à 14h00 - [Soutenir l'innovation en territoires médians : enjeux et perspectives](#)

Intervenants : **Benoît BALAMANA** (Directeur général de l'écosystème d'innovation québécois IVEO - **Louis MONTAGNE** (co-Fondateur & Président d'AF83) - **Isabelle KERKHOF** (Vice-Présidente de la Communauté Urbaine de Dunkerque et de la Mission ECOTER - Florence DURAND-TORNARE (Fondatrice – Déléguée Générale du réseau associatif « Villes Internet ») - **Jeanne CARREZ-DEBOCK** (Responsable programme Smart City – Banque des Territoires) - **William SCHUMAN** (Président de TCRM-BLIDA, Conseiller municipal délégué de la ville de Metz, Conseiller Communautaire Metz Métropole.) - **Tigran ARAKELIAN** (Fondateur de Meetip, une start-up spécialisée dans les blockchains) - **Christophe DURAND** (Directeur de Cabinet de la Ville de Bourges et de l'Agglomération Bourges Plus)- **Aurélien BRIETZ** (Directeur des transitions territoriales - Numérique, Environnement, Économie à la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer)

[Sommaire](#) 

[13.11.2018] Couverture mobile, THD Radio : des moyens pour les collectivités d'améliorer la connectivité de leurs territoires

Formation de la Mission Ecoter – Forum des Territoires


Date : Mardi 13 novembre 2018 – 09h45-17h30

Lieu : CDC – 72 avenue P. Mendès-France – 75013 Paris Salle AE325 - **475 euros nets**

Inscriptions : www.ecoter.org - quentin.meullemiestre@ecoter.org - Tél. : 06 04 08 38 16

Objectifs

- Comprendre la couverture mobile, de la 2G à la 4G
- Les différents programmes d'amélioration de la couverture mobile (« zones blanches », « 800 sites », ...) et les répercussions de l'accord du 15 janvier 2018
- Les enjeux de la couverture 5G
- Qu'est-ce que la 4G fixe, qu'est-ce que le THD Radio ? Les perspectives des déploiements dans chacune de ces technologies
- Appréhender le rôle que peuvent jouer les collectivités dans la promotion à un accès à un réseau radio performant

Formateur : [Julien Renard](#) 

[Sommaire](#) 

[22.11.2018] Couverture mobile, THD Radio : des moyens pour les collectivités d'améliorer la connectivité de leurs territoires

Formation de la Mission Ecoter – Forum des Territoires

Date : Jeudi 22 novembre 2018 – 09h45-17h30

Lieu : 5 quai de la Citadelle – 59140 Dunkerque - **475 euros nets**

Inscriptions : www.ecoter.org - quentin.meullemiestre@ecoter.org - Tél. : 06 04 08 38 16

Objectifs

- Comprendre la couverture mobile, de la 2G à la 4G
- Les différents programmes d'amélioration de la couverture mobile (« zones blanches », « 800 sites », ...) et les répercussions de l'accord du 15 janvier 2018
- Les enjeux de la couverture 5G
- Qu'est-ce que la 4G fixe, qu'est-ce que le THD Radio ? Les perspectives des déploiements dans chacune de ces technologies
- Appréhender le rôle que peuvent jouer les collectivités dans la promotion à un accès à un réseau radio performant

Formateur : [Julien Renard](#) 

[Sommaire](#) 

[05.12.2018] Les effets du Numérique sur l'économie dans les territoires

Formation de la Mission Ecoter – Forum des Territoires

Date : Mercredi 5 décembre 2018 – 09h30-13h00

Lieu : CDC – 72 avenue P. Mendès-France – 75013 Paris Salle C504 - **375 euros nets**

Inscriptions : www.ecoter.org - quentin.meullemiestre@ecoter.org - Tél. : 06 04 08 38 16

Objectifs

- Transition numérique : nécessité et enjeux
- Quelques exemples d'impact du numérique sur l'économie
- Quelle implication dans les écosystèmes de services complémentaires et interconnectés ?
- Quelle feuille de route pour l'élu(e) ?

Formateur : [Arnaud Le Roux](#) 

[Sommaire](#) 

[12.12.2018] Les bonnes questions à se poser sur la 5G

Colloque de la Mission Ecoter

Date : Mercredi 12 décembre 2018 – 13h30 – 17h30

Lieu : CDC – 56 rue de Lille 75007 Paris – Salle Gérard Bureau

Programme & Inscriptions : www.ecoter.org

- Rupture dans les usages, continuité dans les réseaux : de quoi parle-t-on exactement ?

- Quels sont les éléments de différenciation entre la 4G, la 4G LTE et la 5G, en termes d'équipements et d'architectures ?
- Comment relever le défi du modèle économique supportable et viable pour tous et par le plus grand nombre ?
- Vers quelle norme cellulaire s'achemine l'Europe et le monde ?
- Pourquoi y-a-t-il coexistence de deux 5G, l'une en mode autonome (stand alone) et l'autre en mode non-autonome (non stand alone) ? Quelles sont leurs différences, cette coexistence perdurera-t-elle ?
- Quid des réseaux FTTH et de la THD radio – Compétition ou complémentarité ?
- Comment l'élu peut-il s'inscrire dans ce projet politique aux enjeux économiques structurants ?

[Sommaire](#) 

[06.11.2018] Remise des trophées de la 9^{ème} édition des Prix Energies Citoyennes

La Mission Ecoter est partenaire aux côtés d'Engie et de l'AMF

Date : Mardi 6 novembre 2018 – 11h00-12h30 suivie d'un cocktail déjeunatoire

Lieu : Maison des Océans, 195 rue Saint-Jacques – 75005 Paris

Programme & Inscriptions : quentin.meullemiestre@ecoter.org avant le lundi 22 octobre 2018

Animation de la cérémonie par

Bettina LAVILLE, Présidente du Jury, Présidente et fondatrice du Comité 21, Conseiller d'Etat.

Pierre GUYARD, Directeur des Relations Institutionnelles d'**ENGIE Cofely**.

En présence des membres du Jury

Bettina Laville, Présidente du Jury, Présidente et fondatrice du Comité 21, Conseiller d'Etat

Jean-Louis Borloo, Ancien Ministre d'Etat en charge de l'Ecologie, Président de la Fondation Energies pour l'Afrique

Michaël Weber, Maire, Membre du Comité Directeur de l'Association des Maires de France et des présidents d'intercommunalité

Xavier Brivet, Rédacteur en chef de Maires de France

Jean-Luc Moudenc, Maire, Président de l'association France Urbaine

Caroline Cayeux, Maire, Présidente de l'association Villes de France

André Robert, Délégué Général de l'Association des Petites Villes de France

Vanik Berberian, Maire, Président de l'Association des Maires Ruraux de France

Maud Lelièvre, Déléguée Générale des Eco Maires

Pierre Monzani, Préfet, Directeur Général de l'Assemblée des Départements de France

Vincent Baholet, Délégué Général de FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion)

Marc Teyssier d'Orfeuil, Délégué Général du Club PPP

Alain Melka, Directeur Général des Services de la **Mission Ecoter**

Nathalie Croisé, Journaliste spécialiste Nouvelle Economie

Guillaume Doyen, Directeur des rédactions du pôle collectivités locales (Groupe Infopro Digital)

[Sommaire](#) 